



**AMÉRIQUE
LATINE**



D 2041 • Aml3
1-15 janvier 1996

MOTS-CLEFS

Développement alternatif
Nord-Sud
Bipolarisation sociale
Démocratisation
Néolibéralisme
Marché
Mondialisation
Pauvreté
Drogue
Environnement
Transfert technologique

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

CITOYENS DE LA PLANÈTE ET DU XXI ème SIÈCLE

Il est bon de temps à autre de dépasser les événements qui scandent la vie de nos sociétés pour faire le point sur les tendances de fond qui sont à l'oeuvre en elles. Les débuts d'année peuvent être propices à ce genre de réflexion. Les événements sont souvent l'expression de ces tendances, parfois aussi ils peuvent nous les cacher. L'exercice, il est vrai, est toujours périlleux, car l'avenir se charge souvent de démentir et, en tout cas, de corriger les vues trop globalisantes. Elles n'en sont pas moins nécessaires

- pour peu qu'elles ne soient pas alourdies de dogmatisme -, pour nous permettre de comprendre où nous en sommes et où nous allons, pour nous permettre aussi d'orienter l'action au coeur des sociétés. Tel est l'intérêt de l'intervention faite à la Conférence mondiale sur le développement social (Copenhague, 6-12 mars 1995) par Xavier Gorostiaga sj, recteur de l'Université Centro-américaine de Managua, Nicaragua.

La rapidité, la profondeur et la nature des transformations survenues dans le monde au cours des deux dernières décennies marquent un changement d'époque, placé sous le signe d'une *révolution conservatrice à caractère global*. Celle-ci entend présenter comme *inélectable* une globalisation homogène et néolibérale du marché mondial, sur la base de la privatisation, de la concurrence et de la libéralisation des économies, et sous l'égide des organismes financiers internationaux. Nous vivons un changement d'époque plus qu'une époque de changements.

Le modèle dominant a provoqué une *globalisation par le haut*, où, de façon élitiste, la richesse, les technologies, le pouvoir militaire et politique se sont

accumulés et concentrés, comme on ne l'avait encore jamais vu dans l'histoire de l'humanité. En même temps, la pauvreté et le chômage ont augmenté, excluant ainsi des masses importantes de population transformées en *population superflue*, et provoquant une fragmentation et une polarisation accrues dans les sociétés, aussi bien dans les "premier et deuxième mondes" du Nord que dans le "tiers-monde" du Sud.

Conséquemment et simultanément se produit une crise écologique mondiale, produit de ce type de développement et de cette révolution technologique. Parallèlement, l'explosion démographique des vingt dernières années dans les pays du Sud, le plus souvent dans des situations de pauvreté

et de misère, a fait que la lutte pour la survie accélère le rythme de la destruction de l'environnement. Les peuples autochtones et les paysans, qui avaient préservé pendant des siècles le milieu naturel ambiant, ont été forcés par le modèle de capitalisme néolibéral de devenir, eux aussi, des prédateurs de la mère-nature pour pouvoir survivre.



Dix signes d'une crise de civilisation

Dix faits déterminants illustrent les tendances de la crise qui s'aggrave, laquelle n'est pas seulement celle du modèle de croissance mais aussi et d'abord une *crise de civilisation*.

La civilisation de la coupe de champagne. Nous vivons dans un monde où 20% de l'humanité - le dessus de la "coupe"- contrôlent 83% des richesses de la planète. Et 20% - ceux qui sont au fond de la "coupe"- survivent avec seulement 1,4% des richesses mondiales. Autrement dit, plus d'un milliard d'êtres humains survivent avec un dollar par jour et trois milliards de personnes vivent avec un peu plus de deux dollars par jour. Cette injustice dans la répartition de la richesse tend à augmenter. Le rapport des Nations Unies sur le *Développement Humain* (1994) indique qu'en 1960 l'écart dans la distribution de la richesse avait fait que le revenu des 20% les plus riches était trente fois plus élevé que celui des 20% les plus pauvres. En 1993 il était devenu soixante et une fois plus élevé.

Nous sommes dans une époque où la mobilité du capital - permise par la révolution technique, celle de l'électronique et du *management* - favorise la concentration et la centralisation du pouvoir comme jamais dans l'histoire. Les métropoles et les empires du passé, fondés sur l'exploitation coloniale, n'ont jamais atteint ce degré de concentration et de centralisation du pouvoir. Jusqu'à présent il n'y avait jamais eu, même à l'époque coloniale, un tel abîme entre le pouvoir et le niveau de vie d'un petit nombre de pays privilégiés du Nord et ceux de la grande majorité des nations du Sud.

La concentration du savoir est encore plus grande. L'écart entre le Nord et le Sud dans le montant des investissements en Recherche-Développement reflète une tendance à la concentration de plus en plus grande du savoir dans les nations du Nord,

en un temps où le niveau des connaissances est déterminant pour leur accumulation. Le plus récent *best seller* aux Etats-Unis, *The Bell Curve : Intelligence and Class Structure in American Life*, de Richard J. Herrnstein et Charles Murray, professeurs à Harvard, est provocateur et menaçant. Les auteurs nous présentent une élite du savoir (*cognitive elite*), qui consolide son pouvoir dans la société technologique par le niveau supérieur de son QI (coefficient d'intelligence).

Ces élites du savoir se reproduisent elles-mêmes dans l'université et dans l'entreprise, par leurs liens avec les

milliard de dollars, est également une manifestation du changement d'époque. L'édition de juillet 94 de la revue *Forbes Magazine* décrit les grandes fortunes du monde actuel en présentant des données statistiques qui révèlent une situation aberrante du point de vue économique et véritablement scandaleuse pour une conscience chrétienne.

Selon *Forbes Magazine*, 358 personnes - nous ne parlons pas ici des entreprises multinationales - détiennent des fortunes personnelles dont le total est de l'ordre de 762 milliards de dollars. En d'autres termes, ces indivi-

Un milliard d'êtres humains survivent avec un dollar par jour et trois milliards de personnes vivent avec un peu plus de deux dollars par jour. Cette injustice dans la répartition de la richesse tend à augmenter.

plus riches et les plus puissants et s'isolent de plus en plus du reste de la population. *"Si ces tendances ne sont pas contrôlées, elles conduiront les Etats-Unis jusqu'à une société de castes (caste society), où la classe inférieure (underclass) restera clouée au fond de la société et l'élite du savoir se consolidera au sommet, en reformulant les règles de la société de telle sorte qu'il sera de plus en plus improbable qu'elle puisse perdre."*

Cette méritocratie doit être soutenue par des bourses fédérales - recommandent les professeurs de Harvard -. Au lieu d'allouer des ressources aux moins qualifiés on devrait les concentrer sur les surdoués (*gifted*). La civilisation de la coupe de champagne a des défenseurs sophistiqués qui s'emploient à démontrer le caractère naturel et logique des différences sociales.

Le nombre croissant de multimillionnaires, qui détiennent des fortunes personnelles de plus d'un

total de 45% de la population mondiale. C'est-à-dire ce que détiennent 2,4 milliards de pauvres. Le nombre des multimillionnaires a augmenté de 140% entre 1987 et 1994.

Le pays qui détient le record de croissance des multimillionnaires est le Mexique, pays que le FMI et la Banque mondiale ont présenté comme exemple de ce que peuvent réussir les politiques d'ajustement néolibéral. Il n'est pas surprenant que le soulèvement indigène du Chiapas coïncide avec l'explosion du nombre des multimillionnaires et avec la crise financière de janvier 95, qui a montré la vulnérabilité de ce modèle d'ajustement structurel et la fragilité d'une croissance fondée sur la spéculation financière. D'ailleurs la Loi 187 de l'Etat de Californie a clairement établi que le Traité de libre échange, pièce essentielle du modèle mexicain, crée un marché libre des capitaux et des marchandises pour les riches, mais pas pour le peuple des travailleurs.

Les dividendes de la paix n'ont pas été récoltés à la fin de la guerre froide. Les dépenses militaires en 1993, soit la somme extraordinaire de 815 milliards de dollars, sont équivalentes à 40% du revenu de l'humanité, bien que la guerre froide soit déjà terminée. Contre qui vont être utilisées ces armes? Qui est l'ennemi? La Somalie? Le Rwanda? Haïti? Nous sommes passés de la guerre froide internationale à la guerre de l'insécurité urbaine, collective et individuelle. Les entreprises de sécurité privée prospèrent tant au Nord qu'au Sud, et leur chiffre d'affaires dépasse probablement les 100 milliards de dollars annuels. Les deux cent millions d'armes qui sont détenues par les citoyens des Etats-Unis indiquent que la fin de la guerre froide, lorsque s'est évanouie la menace de "l'empire du mal", n'a pas apporté la paix attendue. Nous vivons dans une planète de citoyens armés pour se défendre eux-mêmes contre la pauvreté et contre les pauvres.

Le trafic de drogues est également un symptôme. Selon une étude d'Interpol en mai 1994, les montants provenant du trafic de drogues sont de l'ordre de 400 milliards de dollars par an, dont 100 milliards sont "blanchis" par les banques internationales. La récente Déclaration de Naples (novembre 1994, à l'issue de la réunion des Nations Unies), qui fut approuvée par 138 pays, comporte l'engagement de freiner l'accroissement des délits internationaux, le trafic de drogues, la vente illégale d'armes et la prostitution, dont le produit représente près de 750 milliards de dollars par an. Le non-respect de la vie, la quête d'une évasion dans l'usage des drogues et du sexe, l'intégrisme politique et religieux aggravent l'insécurité urbaine et augmentent la criminalité.

La crise de l'environnement à notre époque provient aussi bien de la consommation excessive d'un petit nombre de pays du Nord que de

l'appauvrissement croissant des pays du Sud. La pauvreté et la nécessité de survivre à n'importe quel prix représentent une menace nouvelle pour la faune et la flore sur terre et dans les océans. Les mégapoles du Sud - São Paulo, Mexico, Calcutta, Shanghai, Le Caire - hypertrophiées par un développement irrationnel et par la migration des paysans, montrent le caractère anarchique, irrationnel et inhumain de la révolution technologique actuelle.

La croissance sans les emplois. Même si nous pouvions retrouver les taux de croissance du passé, il faut s'attendre au niveau mondial à une croissance sans emploi. Partout dans le monde, le PIB et la force de travail croissent plus rapidement que la création de nouveaux emplois, excepté

seulement des concepts géographiques mais des concepts socio-économiques et, surtout, des concepts éthiques. Au Sud nous avons notre Nord : les riches qui font partie des 20% privilégiés auxquels rien ne manque. De même le Nord a son Sud : les immigrants et les travailleurs marginalisés par le chômage ou par ce qu'on appelle l'emploi virtuel (travail temporaire, sans soutien syndical ni protection sociale), qui vivent dans des conditions de plus en plus semblables à celles de la population du Sud.

Le modèle de croissance basé sur les exportations est ambigu et contradictoire. En Amérique latine, dans ce qu'on a appelé la *décennie perdue* (les années 80), les exportations ont augmenté d'environ 60%,

Le Nord et le Sud ne sont plus seulement des concepts géographiques mais des concepts socio-économiques et, surtout, des concepts éthiques.

dans l'Asie du sud-est. Il en résulte que l'effet "coupe de champagne" tend à s'accroître davantage et que le fossé d'inégalité se creuse aussi bien dans la société du Nord que dans les sociétés du Sud.

Même aux Etats-Unis et dans les compagnies multinationales performantes se reproduit le phénomène de concentration du pouvoir et de la richesse. Les emplois actuels diminuent, alors que les dirigeants, qui s'emploient à réduire cette force de travail, ont augmenté en moyenne leur salaire de 1,2 million de dollars en 1992 à presque 2 millions en 1993.

La nouvelle pauvreté au Nord montre que l'évolution divergente, la marginalisation et l'exclusion croissantes d'une grande partie de la population humaine constituent un phénomène mondial qui va en s'intensifiant. Le Nord et le Sud ne sont plus

alors que les importations ont diminué par rapport au PIB d'environ 15%. Cela signifie qu'une accumulation de ressources aurait pu être réalisée pendant cette décennie. Et cependant, les conditions structurelles qui obligent à emprunter à l'extérieur, les termes inégaux de l'échange et la fuite des capitaux ont abouti à ce que l'Amérique latine transfère vers le Nord, en s'appauvrissant, un total avoisinant 500 milliards de dollars. La crise actuelle du Mexique indique que cette situation n'a pas été corrigée par l'ajustement structurel des dix dernières années.

Le cas du Nicaragua est exemplaire. Le Nicaragua est l'unique pays du monde dont le revenu par tête est 59% plus faible en 1994 qu'en 1960, avec un revenu par tête qui équivaut aujourd'hui à celui de 1945, cinquante ans plus tôt. Le Nicaragua est

le pays qui, avec la Guyana, a la dette la plus élevée de l'histoire économique mondiale, une dette six fois plus grande que son PIB (11 milliards de dette pour un PIB de 1,8 milliard). D'autre part, le Nicaragua est le pays qui a reçu la plus forte aide externe dans les 5 dernières années, à l'exception évidemment d'Israël. Malgré cela, sa croissance économique par tête reste négative, et cinq ans après la paix cette croissance négative est encore 40% inférieure à celle de 1985, quand le pays était en pleine guerre. Un pays potentiellement riche, mais avec plus de 60% de chômage et plus de 70% de la population en dessous du seuil de pauvreté.

Cette situation se prolonge avec l'accord contraignant de l'ESAF¹ et sous le contrôle méticuleux du FMI et de la Banque mondiale, qui vérifient périodiquement le fonctionnement de l'économie nicaraguayenne. Mais qui mesurera la difficulté croissante de gérer le Nicaragua et tant d'autres pays du tiers-monde?

Cela nous oblige à nous demander où nous sommes et où nous allons. Le Mexique et le Nicaragua étaient considérés au début des années 90 comme des expériences encourageantes vers un nouvel ordre économique et politique. En 1995, à l'heure où la Conférence sur le développement social réunit les représentants du monde, le Mexique et le Nicaragua se présentent comme deux questions encore sans réponse. C'est pourquoi il nous faut regarder l'autre face de la médaille de ce mode de développement, analyser ses contradictions et trouver dans cette dialectique les moyens de résoudre la crise.



1 - "Extended Stabilisation Adjustment Facility". Il s'agit d'un plan de stabilisation financière (NdT).

Le néolibéralisme en question

En réponse aux menaces communes, sur tous les continents, la société civile est en train d'émerger, dans une convergence de valeurs nouvelles, d'attitudes et d'objectifs nouveaux. *Une globalisation par le bas, par l'intérieur et ouverte* a pris de la vigueur au cours des dix dernières années. A la fausse prophétie du caractère inévitable du marché se sont opposées des propositions nouvelles, incarnées dans des projets endogènes, qui font appel à la participation et dont les effets se font sentir à la fois aux niveaux local, régional et mondial. Les Sommets de Rio de Janeiro (écologie), Le Caire (population), Madrid (50^e anniversaire du FMI et de la Banque mondiale) et de Copenhague (questions sociales),

voir opaque qui domine le soi-disant "nouvel" ordre, celui qui manifeste l'incapacité, la fragilité, le manque de légitimité et de crédibilité du Groupe des sept, des institutions de *Bretton Woods* et du modèle qu'elles présentent comme inévitable. La Conférence mondiale sur le développement social a rencontré une forte opposition parce qu'elle se tient à un moment de faiblesse et d'épuisement du modèle dominant de développement et au début d'une période de concentration et d'unité des forces sociales autour de propositions nouvelles au niveau global.

Une critique publique des gouvernements envers les politiques d'ajustement structurel se développe tant au Sud que dans le Nord lui-même. Les critiques viennent aussi des ex-fonctionnaires des organismes de *Bretton*

Le moment est opportun pour passer de la protestation sans proposition à la proposition avec protestation.

ont mis en évidence l'irruption à tous les niveaux et dans tous les secteurs de ces nouveaux thèmes locaux-globaux. Il existe aujourd'hui une vision transformatrice, des propositions et des espérances, en plein contraste avec la crainte et l'incertitude de ceux qui comprennent que leurs formules de stabilisation et d'ajustement ne fonctionnent pas.

La rébellion des cultures face à l'uniformisation qui menace leur identité et leur idiosyncrasie fait que les nouveaux sujets de la société civile sont difficilement assimilables par le modèle de la globalisation par le haut, à laquelle ne peuvent participer que des consommateurs passifs. Plus encore, à laquelle seuls sont admis ceux qui ont un certain pouvoir d'achat.

Ces voix et ces réseaux substitutifs de caractère mondial, qui font irruption avec des protestations et des propositions de solution devant l'aggravation de la situation, n'ont trouvé ni espace ni réponse dans les structures du pou-

Woods. Par ailleurs le monde académique et scientifique a dépassé ses hésitations du milieu des années 80 et dans sa majorité se prononce contre les *Chicago Boys*² qui se retrouvent isolés. Mais le plus significatif est l'intense polémique au sein des organismes financiers internationaux, entre les équipes technico-académiques et ceux qui occupent des fonctions politiques. Nombreux sont les documents internes ou les rapports de commissions externes, qui remettent sérieusement en question les faiblesses, les insuffisances et même les graves échecs du modèle néolibéral.

La nouvelle rhétorique des institutions financières internationales, qui "s'approprient" le langage des ONG et même celui de la théologie de la libération, montre qu'elles sont sur la défensive et qu'elles ont besoin de retrouver légitimité et crédibilité. Le moment est opportun pour passer "de

2 - *Economistes de tendance monétariste (NdT)*.

la protestation sans proposition à la proposition avec protestation", comme l'annonçait récemment le mouvement des femmes du Pérou.

Le nouvel espace ouvert par la crise apparaît clairement dans les déclarations des plus hauts dignitaires des institutions financières internationales. Michel Camdessus, directeur du FMI, s'est exprimé en 1992 dans un discours surprenant : "Nous qui sommes en charge de l'économie, sommes les administrateurs d'une partie, en tout cas, de cette grâce de Dieu : le soulagement de la souffrance de nos frères. Et nous sommes les gardiens du progrès de leur liberté. Nous savons que Dieu est avec nous dans la tâche de faire croître la fraternité".

Camdessus soutient que "le marché est le modèle d'organisation le plus efficace pour augmenter la richesse individuelle et collective". "Mais si le marché - dit-il - est totalement livré à ses mécanismes, il y a grand danger que les pauvres soient écrasés. En logique pure, la fixation des prix peut être leur arrêt de mort. Le marché doit être surveillé, maîtrisé pour rester libre et en même temps rester juste. Voilà pourquoi on ne peut accepter de substituer au fondamentalisme marxiste un fondamentalisme du marché. Le marché ne doit pas être abandonné à sa logique, parce que l'économie ne se réduit pas à la technique mais trouve sa référence dans l'être humain. Sur le marché pèsent les forces de la mort et de la vie. Cette réalité, dans laquelle chacun d'entre nous, d'une manière ou de l'autre, a son rôle, sa responsabilité, est le point où convergent la rationalité économique et la construction du royaume de Dieu".

Franz Hinkelammert interprète ces déclarations comme "un essai de récupération de la théologie de la libération par la théologie de la domination, transformant de cette façon l'option pour les pauvres en option pour le FMI". "Camdessus - affirme-t-il - a besoin d'une éthique du marché parce que la logique du marché peut détruire le marché lui-même".

S'agit-il d'une nouvelle rhétorique ou d'une révision du simplisme et des vues réductrices du passé? Une tentative d'assimilation de la théologie de la libération ou l'élaboration d'une *théologie du marché* pour la rénovation et la survie du capitalisme?

La seule chose claire est que de tous côtés le modèle néolibéral montre des signes de faiblesse et que son efficacité et sa crédibilité sont remises en

similitude face aux menaces communes.

Il existe actuellement une civilisation d'en bas qui met en priorité la qualité de la vie, la persévérance, l'équité et surtout le bonheur partagé, unique forme de bonheur humain. Sous diverses formes, à partir de cultures et de peuples différents sur les cinq continents, émerge un ensemble de priorités partagées qui pourraient être

Un nouvel espace et une nouvelle époque se sont ouverts où l'on pourra redéfinir le concept de développement, relier ensemble les acteurs du renouveau et lancer un plan national et international d'action solidaire dans une stratégie de changement global.

question. Il n'est plus incontournable. Un nouvel espace et une nouvelle époque se sont ouverts où l'on pourra redéfinir le concept de développement, relier ensemble les acteurs du renouveau et lancer un plan national et international d'action solidaire dans une stratégie de changement global.



Le développement alternatif est déjà commencé

De multiples expériences concrètes sont menées aujourd'hui dans tous les continents. A partir de leurs racines propres, elles ont, de l'intérieur, conduit à un ensemble de réflexions, de propositions et de solutions. Ces très nombreuses *micro* et *meso* expériences ont en commun des valeurs, des objectifs et des méthodes qui présentent un haut degré de

interprétées comme la quête d'une *civilisation de la simplicité*. Simplicité qui est plus complète, plus riche et plus sophistiquée que le simplisme et la voie réductrice que prêche et propose le marché total.

Un autre développement est possible. De fait, il a déjà commencé. "Le modèle du nouveau développement commence à triompher" - disait plein d'espoir Ul Haq, ex-ministre du Plan du Pakistan à la dernière conférence de la Société internationale pour le développement (Mexique, avril 1994) - "J'aperçois la fumée blanche de la croissance économique venant des cheminées des villes. Mais la bataille politique ne fait que commencer".

La fragilité et l'épuisement du modèle actuel, outre ses contradictions croissantes, permettent et exigent un développement différent. L'obstacle majeur tient au fait que le système a eu, jusqu'à présent, la capacité de paralyser et de détruire toute recherche de solution nouvelle. La Conférence mondiale sur le développement social se tient au moment où il s'agit de mettre en oeuvre une dynamique, un plan d'actions et des mécanismes autonomes, avec suivi et mesure des résultats. On ne doit pas laisser s'installer la *fatigue*

des conférences qui a été observée après le Sommet de Rio.

Les solutions doivent venir de l'intérieur et être autonomes, *de l'intérieur et par le bas*, mais ces initiatives nouvelles nécessitent un pôle de référence global, des espaces et des règles du jeu qui permettent l'apparition d'un Nouvel ordre économique et juridique mondial.

En nous appuyant sur l'ensemble des expériences endogènes, nous pouvons résumer huit propositions de base pour faire émerger un développement différent.

Le dépassement de la culture de la civilisation antagoniste, fondée sur la confrontation et la lutte. Notre civilisation est par nature antagonique: elle oppose le Nord au Sud, l'homme à la femme, le blanc à l'homme de couleur, le progrès à la nature, l'uniformisation à la diversité, le présent au futur, la consommation au bonheur.

Nous avons besoin d'une culture de l'harmonie et de la tolérance qui prenne en compte la diversité de l'univers et l'émergence d'une citoyenneté du monde. Les explosions inévitables engendrées par l'intolérance et l'oppression (Chiapas, Somalie, Tchétchénie, Bosnie, Rwanda...) ne font que confirmer la nécessité d'une culture de participation, de tolérance et de respect dans la diversité partagée.

Dans les expériences de solutions différentes naît un nouveau sentiment de tolérance qui va de pair avec une méfiance croissante envers les partis politiques, et aussi envers les personnages politiques qui sont parvenus récemment à mobiliser largement l'opinion publique. On observe aussi dans la société civile une méfiance croissante envers l'Etat et une abstention aux élections, résultat de la *démocratie ambiguë* actuelle, qui ne permet pas une véritable participation des nouveaux sujets au sein des partis ou de l'administration de l'Etat.

La prédominance de la géoculture sur la géopolitique et la géoéconomie. Non seulement la culture devient prépondérante par rapport aux sources traditionnelles du pouvoir économique et politique, mais il se produit une confrontation entre deux types de culture.

La *géoculture dominante* tend à l'uniformisation de la culture par le haut, à partir des rêves et des images globales (*global dreams and global images*), à partir d'une culture mise en conserve sur le câble de la TV, dans les films et dans la musique globale. Michael Jackson - homme-femme? blanc-noir? jeune-adulte? - est un exemple parfait de la culture en images globales qu'impose le marché total. Il en va de même avec les hamburgers *Big-Mac* (le même goût, la même taille et le même prix pour tout le monde et dans le monde entier), les chaussures *Nike* ou *Reebok*, les vidéos, les disques...

Face à l'uniformisation générale par le haut et pour ceux d'en-haut, les projets nouveaux recherchent une diversité

développement équitable, durable et fondé sur la participation, à cause de son orientation vers la concentration des richesses et la maximisation du profit, dans un contexte de consommation forcée et de croissance incontrôlée.

La démocratisation du marché et de l'Etat. La nouvelle géoculture ne doit plus "sataniser" le marché ni accepter comme inévitable la soi-disant "démocratie du marché". L'accent doit être mis sur la nécessité de la démocratisation du marché, en le transformant en un instrument de participation et d'équité, ce qui suppose lutter contre la constitution des monopoles et oligopoles qui caractérisent aujourd'hui les marchés dans le monde entier.

La démocratisation de l'Etat, sa transparence et les comptes qu'il doit rendre à la société civile sont essentiels, avec une participation décentralisée plus grande au niveau des com-

L'aide et le transfert de technologie peuvent seulement être complémentaires d'un projet endogène. Le développement ne peut pas être importé.

culturelle endogène, où l'identité et l'autonomie sont complémentaires, capable de réaliser l'équilibre et l'harmonie que la biodiversité de la nature obtient dans le milieu naturel.

Les différentes expériences nouvelles de développement cherchent à dépasser la politisation et l'économicisme du passé et veulent prendre en compte les sujets qui appartiennent au monde du travail, ceux qui diffèrent par leur origine, leur sexe, leur culture, et ceux qui forment la nouvelle génération, enfants et adolescents; les sujets de l'avenir. Il s'agit d'une géoculture radicale, qui plonge ses racines dans la simplicité profonde et la qualité de la vie, dans la conviction que le système actuel est incapable de réaliser un

munes, des gouvernements locaux et des ONG. On retrouvera ainsi le principe de subsidiarité: ce qui peut se faire localement et sectoriellement ne doit pas être traité au niveau central, celui de l'Etat, des partis ou des instances nationales.

La globalisation par le haut et le pouvoir croissant des multinationales et des agences internationales déplacent et transnationalisent l'Etat national. Le besoin se fait sentir d'un développement endogène qui dépasse le vieux dirigisme d'Etat et le nouveau dirigisme des organismes internationaux. La Banque mondiale elle-même souligne cet aspect dans une excellente et surprenante étude interne sur l'ajustement en Afrique (mai 1994). La Banque mentionne l'échec de la coopération

externe : par manque d'un projet proprement africain, elle a été consommée par "l'État vampire" dans le passé et aujourd'hui par les "élites vampires".

L'aide économique n'est pas réellement une aide et fréquemment elle se transforme en un frein pour la croissance. L'aide et le transfert de technologie peuvent seulement être complémentaires d'un projet endogène. Le développement ne peut pas être importé.

Comme nous l'enseigne le Sud-Est asiatique, l'État et le marché ne sont pas contradictoires mais complémentaires. L'expérience asiatique elle-même exige aujourd'hui la réforme et la démocratisation de l'État comme éléments indispensables du développement et comme compléments du marché. Notre monde a besoin d'États petits, efficaces, normatifs et transparents, qui accueillent et en même temps aident à susciter, avec la participation de chacun, le projet endogène de développement.

Réaffirmer la capacité et le potentiel des petits et moyens producteurs, des organisations locales et municipales comme acteurs prioritaires du développement au niveau national et international, en favorisant l'intégration - aujourd'hui réalisable - de ces forces endogènes. Si l'on ne dépasse pas la marginalisation et même l'exclusion du marché dont souffre aujourd'hui le potentiel créatif des petits producteurs, le développement durable et la stabilité politique sont impossibles.

Le lien macro-micro en toute société est une des tâches les plus mal remplies et en même temps les plus nécessaires dans les expériences nouvelles. Le lien macro-micro au niveau de l'État-nation exige de créer le *chaînon perdu* ou le maillon intermédiaire, ce qui implique la formation d'un capital humain de professionnels et de techniciens qui corresponde davantage aux valeurs et aux besoins des petits et moyens producteurs de la

société civile plutôt qu'aux forces du marché monopolistique et transnational.

La démocratisation du savoir est l'une des tâches les plus urgentes. Et surtout la réforme de cette université qui reproduit et renforce la "civilisation de la coupe de champagne". Aussi bien le manque d'éducation que le système éducatif lui-même font partie du

développement harmonieux où la femme et l'écologie sont aujourd'hui les facteurs les plus importants.

Promouvoir l'insertion sélective dans le marché mondial. La question centrale consiste à dépasser la tentation désespérée de l'autarcie et de la déconnexion du marché global (*delinking*), et à établir un lien sélectif correspondant aux nécessités et aux

**Le Sud ne peut ignorer le grand marché mondial.
Il ne peut pas non plus s'y incorporer en se soumettant
au calendrier, aux priorités et aux règles du jeu définis
unilatéralement par le Nord.**

problème du sous-développement. Les systèmes éducatifs contribuent davantage à perpétuer le sous-développement qu'à le dépasser.

La démocratisation du savoir, son insertion au service des besoins et des valeurs dans une globalisation par le bas, est un élément de la nouvelle géoculture indispensable pour le développement nouveau de la fin du XX^e siècle.

Le rapprochement entre les universités et les instituts de recherche et de technologie du Nord et du Sud pour lutter ensemble contre la concentration du savoir peut être un facteur nouveau et déterminant pour l'articulation du *macro-micro* et du *meso-mega* dans la globalisation par le bas. L'*apartheid* de la technologie et du savoir est aussi pervers que l'*apartheid* racial. Mais l'intégration raciale ou technologique, sans identité propre ni projet, peut être autant ou plus dommageable que l'*apartheid* lui-même. L'intégration complémentaire et équitable des diversités est un élément fondamental de la nouvelle géoculture par le bas.

Le rythme culturel, l'identité et l'idiosyncrasie, sont aussi essentiels pour le développement économique et technologique que pour le développement culturel. Essentiels aussi pour le développement de chaque État et de chaque marché. La culture est la base pour un

étapes du projet particulier de développement de chaque région. Le Sud ne peut ignorer ni s'isoler des mégamarchés (Communauté européenne, Traité de libre commerce, Association des pays du Pacifique). Il ne peut pas non plus s'y incorporer en se soumettant au calendrier, aux priorités et aux règles du jeu définies unilatéralement par le Nord. Le cas du "succès" du Mexique est une leçon exemplaire. L'intégration meso-mega au niveau international (intégration régionale avec le bloc des mégamarchés) est une des tâches les plus difficiles du développement nouveau et un des obstacles les plus difficiles à affronter.

La réforme et la restructuration des institutions de Bretton Woods. A l'heure où se tient la Conférence mondiale sur le développement social, on cherche à établir un ordre du jour et un calendrier pour effectuer un examen objectif des institutions de *Bretton Woods* (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce), et pour en faire des organisations transparentes, qui rendent des comptes, qui démocratisent leur fonctionnement interne et réalisent leur coordination sous le contrôle des

Nations Unies, pour parvenir à la complémentarité et supprimer la contradiction qui existe actuellement entre elles et les agences de développement du système des Nations Unies.

Un nouvel espace d'interdépendance solidaire et de citoyenneté

La seule chose permanente en une époque de changements et plus encore en un changement d'époque, est le changement. La véritable révolution des temps modernes est celle qui instaure l'équité, qui fait appel à la participation de tous, qui est durable, qui établit l'harmonie entre les êtres

humains et entre ceux-ci et la nature. Aujourd'hui cette relation ne doit pas et ne peut pas se produire seulement dans le cadre de l'Etat-nation mais elle doit se faire au niveau de la citoyenneté du monde, de notre "village planétaire".

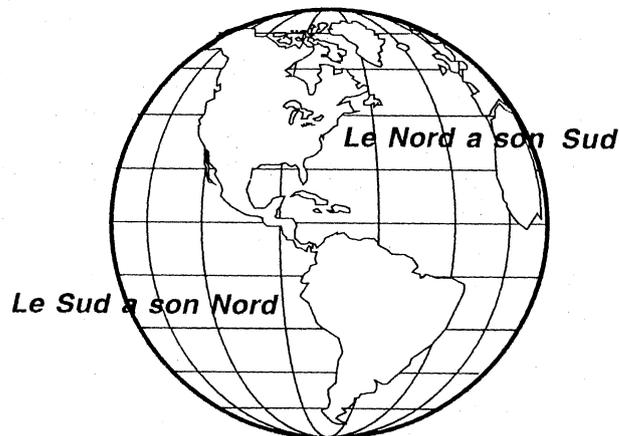
La révolution technologique de la fin du XX^e siècle a permis l'échange des expériences et, pour la première fois dans l'histoire, a ouvert un nouvel espace à l'interdépendance solidaire d'une citoyenneté du monde. Ce consensus émergent est un défi plus grand pour le *capitalisme sauvage* que n'était le socialisme d'Etat.

Dans ces expériences, cependant, n'apparaît pas, et ne doit pas se créer une utopie universelle et globalisable. La crise du socialisme réel et celle du

modèle néolibéral ont démontré l'échec des modèles totalisants, parce qu'ils imposent ou font accepter à *partir d'en haut et à partir du dehors* leurs expériences propres.

La nouvelle vision qui sous-tend le développement nouveau est l'intégration d'utopies partielles, multiples et cumulatives, fondées sur des projets endogènes locaux et sur une large alliance de valeurs éthiques et d'intérêts communs face aux menaces collectives. La globalisation par le bas sera le fruit de l'effort commun, consensuel et vraiment démocratique, des nouveaux citoyens du XXI^e siècle.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



**Le Nord et le Sud
ne sont plus seulement des concepts géographiques
mais des concepts socio-économiques
et surtout éthiques.**

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris

Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.